Objectif 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

Cible ONU 7.2 – D'ici à 2030, accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial.

Indicateur 7.i3 : Consommation d'énergie primaire et part des énergies fossiles

Concepts et définitions

Définition

L'indicateur « **Consommation d'énergie primaire et part des énergies fossiles** » mesure la proportion de chaque type de matière première dans la consommation d'énergie primaire en France.

Concepts

L'**énergie primaire** est l'énergie non transformée, i.e. tirée de la nature (soleil, fleuves ou vent) ou contenue dans les produits énergétiques tirés de la nature (comme les combustibles fossiles ou le bois). Par convention, l'énergie primaire d'origine hydraulique, éolienne, marémotrice et solaire photovoltaïque est comptabilisée à hauteur de la production d'électricité correspondante.

L'**énergie finale** désigne quant à elle l'énergie livrée au consommateur final pour satisfaire ses besoins (carburants à la pompe, électricité chez soi, etc.) après transformations par l'homme.

Entre l'énergie primaire et l'énergie finale fournie aux consommateurs, il s'opère des transformations (production d'électricité ou de chaleur, raffinage...), et des pertes (lors de ces opérations ou dans le transport : pertes par effet Joule, transport des hydrocarbures...).

La **consommation d'énergie primaire** est la somme de la consommation finale, des pertes et de la consommation des producteurs et des transformateurs d'énergie.

Champ

France (métropole + DOM), données corrigées des variations climatiques.

Commentaires

La transition énergétique vise à préparer l'après pétrole et à instaurer un modèle énergétique robuste et durable face aux enjeux d'approvisionnement en énergie, à l'évolution des prix, à l'épuisement des ressources et aux impératifs de la protection de l'environnement.

La [loi de transition énergétique pour la croissance verte](#) (2015) a été renforcée par la [loi relative à l'énergie et au climat](#) (2019) en France. Elle fixe différents objectifs de politiques énergétique pour la France.

Ces objectifs sont précisés au niveau législatif à l'[article L. 100-4 du Code de l'énergie](#). Parmi eux figure l'objectif « [...] de réduire la consommation énergétique primaire des énergies fossiles de 40 % en 2030 par rapport à l'année de référence 2012 [...] ». L'indicateur « **Consommation d'énergie primaire et part des énergies fossiles** » permet de suivre les avancées de la France dans l'atteinte de cet objectif.

Cet indicateur ne peut pas être rattaché à un indicateur onusien car trop dissimilaire, mais il peut être rattaché à la cible ONU 7.2

Méthodologie

Méthode de calcul

Le bilan de chaque énergie prend la forme d'un tableau comptable, ventilant les approvisionnements d'une part et les emplois de l'énergie d'autre part. Les approvisionnements sont :

- la production primaire ;
- les importations, nettes des exportations ;
- les variations de stocks (positives ou négatives) ;
- les routes maritimes et aériennes internationales, qui apparaissent avec un signe négatif, n'étant pas considérées comme une consommation d'énergie primaire de la France.

Le total des approvisionnements correspond à la **consommation primaire**.

Les données sont **corrigées des variations climatiques**, afin de neutraliser les variations de besoins de chauffage liées aux fluctuations de températures. L'indicateur de climat usuellement utilisé pour corriger des besoins de chauffage est le nombre de degrés-jours unifiés (DJU). Il est fondé sur la comparaison, pour chaque jour de l'année, de la température observée avec un seuil, fixé à 15 °C.

Cette correction des variations climatiques ne concerne pas le secteur du nucléaire, car sa consommation d'énergie n'est pas impactée par une hausse/baisse des températures.

Désagréations retenues

Par secteur : énergie nucléaire et calcul de la part de la consommation primaire fossile dans la consommation primaire toutes énergies.

Désagréations territoriales

Aucune.

Source des données

Description

Les données utilisées pour calculer cet indicateur sont issues des données disponibles par énergie. Les calculs réalisés pour obtenir les valeurs de cet indicateur sont effectués par le Service des données et des études statistiques (SDES).

Périodicité

Annuelle.

Commentaires (ex. comparabilité dans le temps et dans l'espace)

Les données peuvent être sujettes à révision, mais en cas de changement de méthodologie, les données passées sont rétopolées afin de conserver la possibilité de comparer les données dans le temps.

De plus, l'ensemble des séries sont recalculées en prenant en compte de nouvelles données d'entrée, ce qui peut entraîner de légères révisions. Les détails de la méthodologie sont disponibles dans la méthodologie publiée conjointement au bilan de l'énergie (voir « Références / Publications »).

Les séries de consommation d'énergie primaire totale et fossiles ont été révisées en 2024, en lien avec la révision des séries de consommation finale (voir documentation de l'indicateur 7.i2 – Consommation finale d'énergie et part des énergies renouvelables).

Depuis le 1^{er} janvier 2022, les taxes sur les produits énergétiques (électricité, gaz, pétrole, charbon) sont toutes assises sur des Mégawattheures (MWh) ([Fiscalité des énergies](#)). À compter de 2022, les indicateurs énergétiques sont donc publiés par le SDES en térawattheures (TWh) ou en MWh plutôt qu'en tonnes équivalent pétrole (tep), avec l'équivalence 1 TWh = 85 984,5 tep.

À compter de fin 2022, les séries sont fournies sur le champ France et en données corrigées des variations climatiques.

Références / Publications

- « [Chiffres clés de l'énergie – Édition 2024](#) », SDES, septembre 2024.
- « [Bilan énergétique de la France en 2023 – Données provisoires](#) », SDES, mai 2024.
- « [Méthodologie du bilan énergétique de la France](#) », SDES, mai 2024.